Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale,

Les professeurs signataires de cette pétition tiennent à lever tout malentendu : s'ils assument leurs convocations à la surveillance des épreuves du baccalauréat, c'est **uniquement parce qu'ils ne veulent prendre le risque d'entraver la réussite des élèves**. Ils œuvrent à cette réussite au quotidien et sont **attachés au baccalauréat national** mais ils souhaitent ici réaffirmer très fermement leur **opposition aux réformes qui affectent autant les lycéens et cet examen que le statut et le métier d'enseignant.**

La précipitation, l'inconséquence et le mépris ont remplacé dans votre démarche la réflexion, la concertation et le respect, mais **tout peut encore être infléchi ou transformé** : les programmes, l'organisation du baccalauréat, les conditions de travail des professeurs.

Le Président de la République a prononcé les mots suivants le 14 novembre 2018 : « Nous avons construit des réponses trop loin de nos concitoyens », « La considération, on ne l'a sans doute pas assez apportée (…) Considérer, c'est entendre quand les gens se plaignent, (…) les respecter. » Le mardi 11 juin 2019, à Genève, il a en outre déclaré : « Il faut, avec beaucoup d'humilité, savoir écouter, savoir constater qu'on a mal fait (…), savoir changer de méthode », « Nos concitoyens veulent plus de sens, de proximité et d'humanité. »

Monsieur le Ministre, écouterez-vous le Président de la République et changerez-vous de méthode face aux personnels d'éducation dont le travail, l'expertise et le dévouement méritent mieux que dogmatisme et dédain ?

Nous sommes des professionnels. Nous connaissons notre métier, ses exigences, nous l'aimons et l'exerçons avec conviction en dépit de ses difficultés croissantes, c'est pourquoi nous nous opposons aux mauvaises **réformes qui maltraitent l'égalité entre les élèves et les territoires, menacent des postes, surchargent inconsidérément les professeurs, et ce dans certaines disciplines plus particulièrement encore. Nous vous demandons solennellement de nous entendre vraiment,** d'organiser des rencontres constructives, d'accepter de véritables discussions avec les divers représentants des personnels, de tenir compte de nos attentes et des réalités. Il s'agit pour vous de prendre enfin la mesure des besoins au lieu de tromper la population en lançant en catastrophe une consultation factice sur les programmes de Terminale, de surcroît au moment où nos lourdes obligations de fin d'année scolaire nous accaparent et alors même qu'à ce jour, nos protestations sont restées lettre morte !

Vous avez ignoré toutes les instances, toutes les voix qui se sont élevées contre vos inébranlables certitudes : considérez-nous, nous voulons « plus de sens, de proximité, et d'humanité ». Et de discernement. Vous n'êtes pas le « sachant » et nous ne sommes pas les « subissants », pour citer encore le Président de la République à Genève.

Nom et prénom	Discipline	Établissement	Signature